

## **Le trilemme migratoire dans les pays développés : entre efficacité économique, cohésion sociale et contraintes démocratiques**

### **The migration trilemma in developed countries: Between economic efficiency, social cohesion and democratic constraints**

**CISSE Ababacar Sadikh**

Enseignant-chercheur en Sciences économiques  
Chercheur associé au Centre de Recherche en Économie de Grenoble (CREG)  
Université Grenoble Alpes (UGA)

**Date de soumission** : 29/09/2025

**Date d'acceptation** : 05/11/2025

**Pour citer cet article** :

CISSE. A.S. (2025) « Le trilemme migratoire dans les pays développés : entre efficacité économique, cohésion sociale et contraintes démocratiques », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 11 » pp : 770- 805.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



## Résumé

Dans un contexte de vieillissement démographique et de contraction de la population active dans les pays développés, l'immigration apparaît comme un levier pour soutenir l'activité économique et compenser les déséquilibres des systèmes de protection sociale. Toutefois, son expansion suscite des tensions croissantes entre élites et citoyens, ou entre natifs et immigrants, alimentées par des perceptions socioculturelles et politiques parfois à rebours des effets économiques mesurés. En adaptant au champ migratoire le « trilemme de l'économie mondiale » de Dani Rodrik et à partir d'une analyse comparative entre l'Union européenne, les pays du Golfe et l'Amérique du Nord, l'article met en évidence qu'il est impossible pour les décideurs publics de concilier simultanément une forte ouverture migratoire, une pleine souveraineté nationale et une gouvernance démocratique des politiques migratoires. Les choix politiques ne peuvent combiner que deux de ces dimensions à la fois. Ces arbitrages, longtemps considérés comme structurels et exogènes, tendent désormais à devenir endogènes, sous l'effet des transformations politiques et sociales à l'œuvre dans les pays développés. Ce cadre analytique éclaire ainsi les raisons pour lesquelles certaines politiques migratoires, bien que cohérentes sur le plan économique, rencontrent un rejet social et politique croissant, et invite à repenser la gouvernance migratoire dans une perspective plus intégrée, articulant contraintes structurelles et dynamiques sociétales.

**Mots clés :** trilemme, immigration, tension, ouverture, démocratie, souveraineté, pays développés.

## Abstract

In developed countries facing population ageing and a shrinking labour force, immigration has become a key lever to sustain economic activity and offset imbalances in social protection systems. However, its expansion has also generated growing tensions between elites and citizens, and between natives and immigrants, fuelled by sociocultural and political perceptions that often diverge from measured economic effects. Building on Dani Rodrik's "trilemma of the world economy" and adapting it to migration, this article demonstrates – through a comparative analysis of the European Union, the Gulf countries, and North America – that policymakers cannot simultaneously achieve high immigration openness, full national sovereignty, and democratic governance of migration policies. Only two of these dimensions can coexist at a time. These trade-offs, long viewed as structural and exogenous, are now becoming increasingly endogenous as political and social transformations reshape advanced economies. This analytical framework helps explain why economically sound migration policies often face rising social and political resistance, and calls for a more integrated approach to migration governance that reconciles structural constraints with societal dynamics.

**Keywords:** trilemma, immigration, tension, openness, democracy, sovereignty, developed countries.

## Introduction

Les récentes projections démographiques placent les pays européens et nord-américains dans une position défavorable par rapport au pays en développement (Bonnet et al., 2021; Cristea et al., 2020; IMF, 2025). Selon Marois et al., (2020), la proportion de la population âgée de plus de 65 ans devrait passer de 18,2% à environ 30% d'ici 2050 dans l'UE-28<sup>1</sup>. Cette évolution s'explique par l'allongement de l'espérance de vie, conjuguée à la baisse simultanée de la mortalité et de la natalité, résultant en grande partie des progrès réalisés dans la santé, la protection sociale et la prévention (IMF, 2025; Segendorf et Theobald, 2019). Elle entraîne une contraction de la population active et une aggravation des pénuries de main-d'œuvre, qui ont atteint un niveau historiquement élevé au cours de la dernière décennie dans les pays de l'OCDE (Causa et al., 2025). Les secteurs les plus touchés sont la restauration, les technologies de l'information et de la communication, le transport, la construction, ainsi que la santé et les services sociaux. Cette dynamique menace de freiner l'activité économique et de fragiliser le financement des systèmes de sécurité sociale.

Dans ce contexte, l'immigration s'impose dans le débat public comme l'une des solutions aux défis économiques et démographiques (Albert, 2021; Cangiano, 2014; Duzhak, 2023; IMF, 2025; Marois et al., 2020). Comme le soulignent Chojnicki et Ragot (2016), elle présente un double avantage par rapport à une hausse du taux de fécondité : elle est plus aisément maîtrisable par les autorités publiques et produit des effets plus rapides.

Pourtant, l'augmentation de l'immigration, qu'elle soit effective ou simplement envisagée, suscite des inquiétudes parmi les populations locales. Celles-ci portent non seulement sur les impacts économiques – notamment sur le marché du travail et les finances publiques –, mais aussi sur les dimensions sociales et culturelles. Selon un sondage IPSOS (2017) réalisé dans 25 pays, 49% des répondants considèrent l'immigration comme un fardeau pour les services sociaux.

Cette situation met en évidence un paradoxe : alors que l'immigration stimule l'innovation (Crown et al., 2020; Fassio et al., 2019; Zhu, 2015), soutient la croissance et réponds aux besoins du marché du travail (Bove et Elia, 2017; d'Albis et al., 2019; Docquier et al., 2014), ces bénéfices peinent à s'imposer dans le débat public, dominé par des préoccupations identitaires, sécuritaires ou électorales. Ce décalage entre réalité empirique et perception sociale alimente des politiques migratoires oscillant entre ouverture et restriction, sous l'influence des

---

<sup>1</sup> Pour les personnes âgées de 60 ans et plus, Bloom et al., (2015) estiment qu'elles représenteront environ 22% de la population mondiale au cours des quatre prochaines décennies, soit une augmentation de 800 millions à 2 milliards d'individus.

impératifs politiques, des coalitions d'intérêt (syndicats, industriels, etc.) et des préférences sociales (Helbling et al., 2024; Rocca et Guidecoq, 2013; Ruhs, 2018; Schultz et al., 2021).

Ce constat soulève plusieurs questions : dans quelle mesure les pays développés parviennent-ils à concilier, dans leurs politiques migratoires, les objectifs d'efficacité économique, de cohésion sociale et de légitimité démocratique ? Pourquoi, dans un contexte de vieillissement et de besoin de main-d'œuvre, l'immigration suscite-t-elle des tensions sociales et politiques ? Quels mécanismes expliquent ces contradictions ?

Alors que Lahav et Messina (2024) mettent l'accent sur les dilemmes des États libéraux cherchant à articuler exigences économiques, libertés civiles, engagements humanitaires et sécurité publique, et que Bearce et Hart (2024) proposent un trilemme des politiques migratoires fondé sur l'ouverture, l'inclusion des immigrés et les dépenses de compensation, notre approche adopte une perspective différente.

En nous appuyant sur le triangle d'incompatibilité de Rodrik (2011) – selon lequel il est impossible de concilier simultanément démocratie, hypermondialisation<sup>2</sup> et souveraineté nationale –, nous développons un trilemme migratoire, qui met en lumière les arbitrages entre ouverture migratoire, souveraineté nationale et légitimité démocratique. Ce cadre élargit la compréhension des politiques migratoires au-delà des seuls droits des immigrés ou des mécanismes redistributifs, en intégrant les tensions internes aux économies développées. En mobilisant à la fois des arguments théoriques et des illustrations empiriques, l'article montre que la formation des politiques migratoires dans les pays développés résulte d'un processus d'ajustement endogène entre pressions internationales et tensions domestiques, plutôt que d'un cadre institutionnel figé.

En complément de l'approche initiale de Rodrik (2011), qui conçoit le trilemme comme une contrainte exogène imposée par la mondialisation, notre analyse montre qu'il tend désormais à devenir endogène : les transformations politiques et sociales observées dans les pays développés – montée des partis anti-immigration, polarisation électorale, défiance envers les élites, revendications identitaires – redéfinissent la manière dont les États arbitrent entre ouverture migratoire, souveraineté et démocratie. Le trilemme migratoire apparaît ainsi comme le produit de ces tensions internes autant que des contraintes économiques globales.

---

<sup>2</sup> L'hypermondialisation désigne une intégration rapide et poussée des marchés mondiaux (travail, biens et services, capitaux). À ce stade, le ratio entre les coûts politiques (et redistributifs) et les gains économiques de l'ouverture est défavorable au pays (Rodrik, 2011). Elle a commencé vers le début des années 90, et est aussi caractérisée par une augmentation des entreprises multinationales, des IDE et la multiplication des accords préférentiels dans le domaine du commerce (PTAs) (Subramanian & Kessler, 2013).

Ces dynamiques s'accompagnent d'un enchaînement de mécanismes reliant contraintes économiques, perceptions sociales et stratégies. Les besoins de main-d'œuvre, le vieillissement et la mondialisation favorisent une ouverture migratoire croissante, mais celle-ci se heurte à des représentations culturelles et sécuritaires amplifiées par les clivages politiques. Ces tensions opposant élites et citoyens, ou natifs et immigrés, influencent progressivement les équilibres du trilemme migratoire, que l'on retrouve sous trois formes : une gouvernance migratoire partagée et démocratique au sein de l'Union européenne, une ouverture et une souveraineté sans démocratie participative dans les pays du Golfe ; et une souveraineté démocratique accompagnée d'une ouverture sélective en Amérique du Nord.

Ces résultats invitent à repenser la gouvernance migratoire non comme un choix technique isolé, mais comme le produit de compromis politiques et sociétaux façonnés par des tensions structurelles et endogènes. Ils appellent plusieurs implications pour l'action publique : inscrire davantage les apports économiques de l'immigration dans le débat public à partir de données probantes et en veillant à leur diffusion dans un langage accessible au-delà du cercle des experts, reconnaître le rôle central des perceptions sociales et culturelles comme un déterminant des choix migratoires car lorsqu'elles s'écartent des constats empiriques, ces représentations influencent durablement les préférences électorales et de la stabilité politique ; et, enfin, assumer que toute politique migratoire repose sur un arbitrage explicite entre ouverture, souveraineté et exigences démocratiques. Reconnaître et expliquer ces compromis est essentiel pour enforcer la transparence des décisions publiques et leur légitimité auprès des citoyens.

La structure de l'article est la suivante : la section 1 évalue les effets économiques et redistributifs de l'immigration dans les pays développés ; la section 2 explore la manière dont les perceptions socioculturelles et les dynamiques politiques façonnent les tensions autour de l'immigration ; enfin, la section 3 transpose le triangle d'incompatibilité de Rodrik au domaine migratoire afin d'analyser, à partir d'exemples empiriques, les compromis structurels entre ouverture, souveraineté et démocratie, ainsi que la dimension progressivement endogène de ces arbitrages.

### **1. Effets économiques et redistributifs des migrations internationales**

Cette section s'attache dans un premier temps à analyser les gains économiques que les migrations internationales génèrent à l'échelle mondiale, avant d'examiner leurs effets redistributifs au sein des pays d'accueil, particulièrement dans les pays développés.

### 1.1. Gains d'efficience à l'échelle globale

Les migrations internationales, en tant que composante de la mondialisation économique, se heurtent à des restrictions nettement plus importantes que la circulation des marchandises ou des capitaux. Cette situation illustre, selon Rodrik (2008), un paradoxe majeur : les barrières à l'entrée sont les plus élevées dans le domaine qui offre pourtant le potentiel de gains économiques le plus élevé.

Les flux migratoires, en particulier ceux en provenance de pays à faible revenu, permettent aux individus de rejoindre des environnements plus productifs (Bryan et Morten, 2019). Cette relocalisation se traduit par des hausses salariales substantielles pour les migrants, liées à l'accès à des marchés du travail plus performants et à des infrastructures sociales plus développés dans les pays d'accueil (Rodrik, 2017). L'estimation par Clemens et al., (2009) des écarts entre les salaires des travailleurs dans 42 pays à revenu faible et intermédiaire et les salaires que ces mêmes personnes gagneraient aux États-Unis montre que, toutes choses égales par ailleurs (niveau d'éducation, âge, etc.), qu'un travailleur Bolivien s'installant aux États-Unis peut multiplier son revenu par 2.7, un Nigérian par 8.4 et un Indien par 3.2. Ces gains contribuent non seulement à réduire la pauvreté dans les pays d'origine via les transferts de fonds, mais aussi à favoriser une convergence dans la répartition mondiale des revenus.

**Tableau 1: Convergence des salaires entre 1870 et 1913**

<b>Pays</b>	<b>Salaire réel, 1870 (États-Unis=100)</b>	<b>Variation du salaire réel (%), 1870-1913</b>
<b>Pays d'origine</b>		
Irlande	43	84
Italie	23	112
Norvège	24	193
Suède	24	250
<b>Pays de destination</b>		
Argentine	53	51
Australie	110	1
Canada	86	121
États-Unis	100	47

Source: Krugman et al., (2015) à partir des données de Williamson (1995)

**Tableau 2: Gains d'efficience découlant de l'élimination des restrictions internationales  
(en % du PIB mondial)**

---

***All policy barriers to merchandise trade***

1.8	Goldin, Knudsen, and Van der Mensbrugge (1993)
4.1	Dessus, Fukasaku, and Safadi (1999) <sup>a</sup>
0.9	Anderson, François, Hertel, Hoekman, and Martin (2000)
1.2	World Bank (2001)
2.8	World Bank (2001) <sup>a</sup>
0.7	Anderson and Martin (2005)
0.3	Hertel and Keeney (2006, table 2.9)

***All barriers to capital flows***

1.7	Gourinchas and Jeanne (2006) <sup>b</sup>
0.1	Caselli and Feyrer (2007)

***All barriers to labour mobility***

147.3	Hamilton and Whalley (1984, table 4, row 2) <sup>c</sup>
96.5	Moses and Letnes (2004, table 5, row 4) <sup>c</sup>
67	Iregui (2005, table 10.3) <sup>c, d</sup>
122	Klein and Ventura (2007, table 3) <sup>e</sup>

---

<sup>a</sup> Ces études supposent un effet positif du commerce sur la productivité ; les autres études sur le commerce ne supposent aucun effet.

<sup>b</sup> Variation de la consommation plutôt que du PIB.

<sup>c</sup> Suppose deux facteurs de production, le capital immobile et l'absence de différences dans la productivité totale des facteurs. Les estimations de Hamilton et Whalley et de Moses et Letnes citées ici ne supposent aucune différence dans la productivité inhérente des migrants et des non-migrants. Certaines estimations beaucoup plus modestes de Moses et Letnes supposent que les émigrants des pays pauvres à destination sont 1/5 aussi productifs que les non-migrants à destination, ce qui (comme le notent les auteurs dans leur note de bas de page 12) est certainement extrêmement conservateur.

<sup>d</sup> Modèle d'Équilibre Général Calculable (MEGC).

<sup>e</sup> Suppose trois facteurs de production et des différences internationales dans la productivité totale des facteurs dans un modèle de croissance dynamique.

Source: Clemens (2011)

Des exemples historiques illustrent également les effets de la mobilité de la main-d'œuvre sur la convergence salariale. Le **tableau 1** montre l'évolution des salaires à la suite des flux migratoires massifs de l'Europe vers les États-Unis et l'Australie avant la Première Guerre mondiale : entre 1870 et 1913, les salaires réels ont progressé dans les pays d'origine, tandis qu'une baisse a été observée dans la plupart des pays d'accueil. Les estimations de Hatton et Williamson (1992), fondées sur un Modèle d'Équilibre Générale Calculable (MEGC), attribuent une part significative de cette évolution aux migrations. En mobilisant différentes spécifications empiriques sur un échantillon plus large de pays, Williamson (1995) aboutit à la même conclusion. Cependant, cette convergence s'est estompée jusqu'aux années 1950, sous l'effet notamment des deux guerres mondiales et de l'instauration de quotas migratoires par certains pays.

Des exemples plus récents confirment cette dynamique. Selon Krugman et al., (2018), après la réunification allemande en 1990, les salaires en Allemagne de l'Est ont progressivement convergé vers ceux de l'Ouest. Des tendances similaires ont été observées à la suite des élargissements de l'Union européenne en 2004 et 2007, qui ont favorisé une migration à grande échelle de l'Europe de l'Est vers l'Europe de l'Ouest.

Le **tableau 2**, élaboré par Clemens (2011), synthétise plusieurs études comparant les gains économiques potentiels d'une levée complète des restrictions sur les flux de capitaux, de marchandises et de personnes. Les simulations d'une libéralisation totale de la mobilité migratoire estiment des gains compris entre 67% et 147% du PIB mondial, contre seulement 0.1% à 0.4% pour la libéralisation des échanges de biens et de capitaux. Cependant, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence. De nombreux modèles utilisés dans ces études reposent sur des hypothèses irréalistes, telles que l'ouverture totale des frontières ou l'égalisation complète des salaires. En tenant compte des coûts incompressibles liés à la migration privée, les gains d'efficacité issus de la libéralisation de la mobilité de la main d'œuvre sont réduits à moyen terme, l'effet se situant entre 7% et 18% du PIB (Docquier et al., 2015).

Outre les gains de revenus, les migrations internationales facilitent la transmission des savoirs et des normes. Valette (2018) montre, à partir d'une estimation en System-GMM et en utilisant la complexité économique comme indicateur des exportations, que l'émigration peut favoriser des transferts technologiques vers les pays d'origine. Ces effets sont d'autant plus marqués lorsque les taux d'émigration sont élevés et que le pays de destination dispose de niveaux technologiques avancés ; suggérant que les migrants constituent un vecteur de diffusion de savoir productif depuis les pays développés vers les pays en développement. Bahar et Rapoport

(2018) exploitent des données bilatérales sur les migrations et le commerce couvrant plus de 100 pays entre 1990 et 2010 pour étudier le rôle des migrations dans la diffusion internationale des connaissances. En analysant l'évolution des paniers d'exportations et en contrôlant la demande mondiale spécifique aux produits, ils montrent qu'un pays est plus susceptible d'exporter un nouveau bien lorsqu'une partie de ses émigrés réside dans les pays déjà spécialisés dans ce bien. Ainsi, une hausse de 10% du stock d'émigrés vers un pays exportateur augmente en moyenne de 1.6% la probabilité que le pays d'origine devienne lui-même exportateur du produit dans la décennie suivante.

Par ailleurs, l'immigration, en accroissant la diversité culturelle, peut affecter la productivité. D'un côté, la diversité culturelle peut réduire la confiance et augmenter les coûts de communication et de coordination, ce qui peut affecter négativement la performance des entreprises (Bove et Elia, 2017; Valette, 2018). Par exemple, Parrotta et al., (2014) étudient l'impact de la diversité de la main-d'œuvre sur la productivité des entreprises danoises en mobilisant une base de données appariée employeurs-employés. Leur analyse distingue plusieurs dimensions de la diversité, notamment l'éducation, l'âge et la nationalité. Les résultats indiquent que, si certaines formes de diversité peuvent être neutres ou bénéfiques, la diversité liée à la nationalité a un effet négatif sur la productivité des firmes. Dale-Olsen et Finseraas (2020) trouvent un impact négatif de la diversité linguistique au sein du lieu de travail sur la productivité ; même si cet effet disparaît avec le temps lorsque la maîtrise du norvégien par les immigrants s'améliore. Leur étude porte sur des données norvégiennes appariées employeurs-employés dans l'industrie manufacturière sur la période 2003-2012.

D'un autre côté, la diversité des origines favorise les complémentarités de compétences, stimule l'innovation et enrichit les capacités collectives de résolution de problèmes (Valette, 2018), générant ainsi des effets positifs sur la productivité. Sur la base de données d'entreprises allemandes couvrant la période 1999-2008 et à l'aide d'un modèle à effets fixes, Brunow et Nijkamp (2018) montrent que la diversité culturelle parmi les travailleurs hautement qualifiés a des effets positifs sur la productivité et les revenus. En revanche, la diversité culturelle parmi les travailleurs peu qualifiés n'entraîne pas de gains de productivité, mais semble contribuer à une hausse des revenus. De leur côté, Alesina et al., (2016), à partir d'un panel de 120 pays dans les années 1990 et 2000 et en recourant à un modèle pseudo-gravitationnel, confirment ces résultats en montrant que la diversité des pays de naissance des migrants qualifiés accroît la prospérité économique.

En définitive, si les migrations internationales recèlent un fort potentiel pour accroître les revenus et la productivité à l'échelle mondiale, elles peuvent néanmoins générer des tensions distributives au niveau national. Dans les pays d'accueil à forte proportion d'immigrés, elles peuvent modifier la structure relative de l'offre de travail, influencer les niveaux de salaire et les conditions d'emploi.

### **1.2. Effets sur le marché du travail des pays développés**

Un vaste corpus de travaux théoriques et empiriques s'est intéressé à l'impact de l'immigration sur le marché du travail (Altonji et Card, 2001; Angrist et Kugler, 2003; Borjas, 2003; Card, 2001; D'Amuri et al., 2010; Dustmann et al., 2005). Sur le plan théorique, plusieurs mécanismes peuvent être identifiés. D'une part, l'immigration accroît l'offre de travail et peut exercer une pression à la baisse sur les salaires, en particulier pour les travailleurs dont le niveau de qualification est similaire à celui des migrants (Borjas et Edo, 2021; Edo, 2015). D'autre part, elle peut générer des effets de complémentarité lorsque les migrants occupent des segments différents du marché du travail ou présentent des compétences distinctes de celles des natifs (Borjas, 2006). Cette complémentarité favorise la spécialisation, stimule la productivité et accroît la demande de travail pour les travailleurs locaux (Albert, 2021; Hunt et Gauthier-Loiselle, 2010). À long terme, les entreprises tendent à ajuster leurs capacités et à accroître leurs investissements en capital en proportion de l'augmentation du nombre de travailleurs. À court terme, toutefois, en raison d'un processus d'ajustement progressif, l'intensité en capital physique par travailleur peut temporairement diminuer sous l'effet de l'immigration nette. Enfin, l'arrivée de migrants peut également engendrer un effet de demande, en renforçant la consommation et en créant de nouvelles opportunités d'emploi (Peri, 2010).

Empiriquement, les résultats varient selon les contextes nationaux et les approches méthodologiques, mais convergent vers l'idée que les effets moyens de l'immigration sur les salaires et l'emploi demeurent limités ou presque nuls (Nedoncelle et al., 2025). En Europe, des études menées pays par pays aboutissent à des conclusions similaires : Chassamboulli et al., (2022) pour la France, l'Espagne et les États-Unis ; Chletsos et Roupakias (2019) pour la Grèce; Dustmann et al., (2013) et Manacorda et al., (2012) pour le Royaume-Uni; Edo (2015) pour la France, Foged et Peri (2016) pour le Danemark, Glitz (2012) pour l'Allemagne; et González et Ortega (2011) pour l'Espagne. Cependant aux États-Unis, Borjas (2017), Card (1990) et Peri et Yasenov (2019) obtiennent des résultats contrastés à propos de l'« exode de Mariel », marqué par l'arrivée de 125000 cubains en Floride. Ces résultats suggèrent que les mécanismes de concurrence et de complémentarité tendent à se compenser, expliquant la faible ampleur ou

l'hétérogénéité des impacts observés. Toutefois, certains groupes de travailleurs peuvent être plus exposés, notamment en raison des réseaux sociaux, de la pénalité salariale et les institutions du marché du travail.

Les réseaux sociaux jouent un rôle central dans l'orientation des flux migratoires, en réduisant les coûts du voyage et de l'installation et en concentrant les nouveaux arrivants dans les mêmes secteurs et territoires que les immigrants déjà établis (Chort, 2013; Collier, 2013). Si ce mécanisme facilite l'intégration des nouveaux migrants, il engendre en contrepartie une pression à la baisse sur les salaires des immigrants installés. Plusieurs travaux empiriques confirment cette dynamique : au Royaume-Uni (Manacorda et al., 2012), en Allemagne (D'Amuri et al., 2010; De New et Zimmermann, 1994) et aux États-Unis (Ottaviano et Peri, 2008, 2012). Ce processus illustre le mécanisme de causalité cumulative décrit par Myrdal (1957), selon lequel les désavantages économiques subis par une communauté migrante tendent à s'auto-renforcer. La baisse des revenus, la concentration dans les niches d'emplois faiblement rémunérés et les perspectives limitées de mobilité créent un cercle vicieux où la précarité alimente de nouvelles migrations de substitution.

Un second facteur tient à la « pénalité salariale » subit par les migrants. L'OIT (2020) estime que les travailleurs nationaux perçoivent en moyenne 12.6% de plus par heure travaillé que les immigrants sur un échantillon de 49 pays dont 33 développés. Des écarts similaires sont observés entre immigrants réguliers et irréguliers aux États-Unis (Borjas et Cassidy, 2019; Rivera-Batiz, 1999) ou entre immigrants et autochtones en Europe (Avola et al., 2023; Ballarino et Panichella, 2015). Cette pénalité concerne aussi la mobilité professionnelle et la qualité de l'emploi. Si une partie de l'écart s'explique par des caractéristiques observables – niveau d'éducation, pays d'origine, maîtrise linguistique, méconnaissance des pratiques locales de recherche d'emploi – , une proportion résulte de différentes formes de discrimination.

Enfin, les institutions du marché du travail conditionnent l'ampleur des ajustements. Bien que les travailleurs dont les qualifications sont proches de celles des immigrants soient exposés à une concurrence accrue, ces effets sont atténués par l'existence d'un salaire minimum (Edo, 2016; Edo et Rapoport, 2019). Dans des contextes marqués par une forte rigidité salariale et un haut niveau de syndicalisation – comme dans de nombreux pays européens – les ajustements consécutifs à un choc migratoire se traduisent davantage par une baisse de l'emploi que par une baisse des salaires (Dustmann et al., 2017; Edo, 2015; Glitz, 2012; Longhi et al., 2010).

En somme, bien que l'immigration puisse affecter certains segments du marché du travail, son impact global sur les salaires et l'emploi demeure limité. Ce constat souligne que les réticences

à plus de flux migratoires ne s'expliquent pas uniquement par des considérations économiques, mais trouvent aussi leurs racines dans les perceptions sociales, les enjeux culturels et la montée des partis anti-immigration qui contribuent à façonner l'acceptabilité auprès des populations des politiques d'ouverture. Ces dimensions feront l'objet de la section suivante.

## **2. Effets médiateurs des enjeux socioculturels et politiques**

Malgré des effets globalement limités de l'immigration sur les salaires, l'emploi et les finances publiques (Adjei et al., 2021; Auriol et Rapoport, 2021; Chassamboulli et Palivos, 2014; Esposito et al., 2020), et la dépendance croissante des pays développés à une main-d'œuvre étrangère pour faire face au vieillissement et aux besoins économiques croissants dans certains secteurs stratégiques – santé, construction, agriculture, technologie –, les débats publics demeurent polarisés. Cette divergence entre la réalité économique et la perception sociale suggère l'existence de mécanismes médiateurs, à la fois socioculturels et politiques, qui influencent la manière dont les autochtones interprètent et réagissent à l'immigration.

Ces mécanismes façonnent les attitudes collectives, les préférences électorales et, in fine, les orientations des politiques migratoires. Ils traduisent une asymétrie entre les élites économiques, souvent favorable à une ouverture accrue pour répondre aux besoins du marché du travail, et une partie de la population dont les inquiétudes se concentrent sur les questions de sécurité, d'identité ou de cohésion sociale (Alesina et Tabellini, 2024; Davis et Deole, 2015).

### **2.1. Mécanismes socioculturels**

Les caractéristiques religieuses, ethniques ou linguistiques des immigrés diffèrent souvent de celles des populations natives. Cette diversité peut transformer en profondeur les modes de vie des sociétés d'accueil et influencer leurs attitudes à l'égard des nouveaux migrants.

De nombreux pays développés connaissent ainsi un regain de sentiment anti-immigration, y compris dans les régions où la proportion d'étrangers est faible (Vertier et al., 2023). Ce paradoxe suggère que les réactions sociales vis-à-vis de l'immigration relèvent moins de la réalité économique que de mécanismes socioculturels plus profonds.

La théorie de la menace, ou des positions de groupe (Blumer, 1958) explique ces réactions par la crainte des groupes de voir leurs privilèges remis en cause. Les natifs peuvent percevoir les immigrés comme des concurrents pour l'accès à l'emploi, aux ressources publiques (logement social ou les prestations publiques) ou au pouvoir politique<sup>3</sup>. Ce sentiment de menace est

---

<sup>3</sup> Lorsque la distribution de ces ressources dépend fortement de l'État, les partis politiques, soumis à la pression électorale, peuvent être tentés de répondre aux revendications des électeurs natifs en durcissant leurs politiques migratoires ou en conditionnant l'accès à certaines aides, dans le but de préserver leur base électorale. À l'inverse, lorsque les biens sont principalement distribués par le marché, la capacité des acteurs politiques à infléchir cette

d'autant plus fort en période de crise économique ou lorsque les flux migratoires s'intensifient (Kunovich, 2004; Meuleman et al., 2009; Schlueter et Wagner, 2008).

Cette logique s'étend à la sphère culturelle, où l'arrivée de populations perçues comme « différentes » est vécue comme une atteinte à l'identité nationale. Dès lors les tensions identitaires reflètent une volonté de préserver un ordre social et culturel fondé sur des valeurs supposées communes. Dans ce cadre, la distance culturelle – religieuse ou linguistique – devient un facteur de rejet (Card et al., 2012; Dustmann et Preston, 2007).

À l'inverse, la théorie du contact (Allport, 1954; Williams Jr., 1947) avance que la méfiance envers les immigrés résulte souvent d'un manque d'interactions directes. Le contact répété et équilibré – dans des espaces partagés comme l'école, les lieux de travail ou les associations – tend à réduire les préjugés, à condition qu'il soit volontaire, équilibré et se produise dans un cadre coopératif (Dixon et Rosenbaum, 2004).

Les études montrent cependant que ces interactions n'ont pas toutes les mêmes effets : aux États-Unis, les échanges en milieu scolaire favorisent l'acceptation, tandis que les interactions sur le marché du travail, souvent marquées par la compétition, renforcent la défiance (Dixon et Rosenbaum, 2004). Le niveau d'éducation joue également un rôle modérateur : les individus plus diplômés perçoivent davantage les bénéfices économiques de l'immigration et se sentent moins menacés sur le marché du travail (Hainmueller et Hiscox, 2007, 2010; Rustenbach, 2010).

Ces perceptions contrastées révèlent un paradoxe majeur : la montée de l'hostilité à l'immigration intervient au moment où les pays développés ont un besoin de plus en plus important de main-d'œuvre pour pallier au vieillissement de la population et à la baisse de la natalité. Selon les projections des Nations unies (UNDESA, 2001), plusieurs pays européens – dont l'Italie et l'Allemagne – verront leur population décliner d'ici 2050, rendant les migrations de remplacement indispensables. Cette tension entre besoin économique et rejet social conduit les gouvernements à adopter des politiques migratoires de plus en plus sélectives et restrictives (de Haas et al., 2018; Helbling et Kalkum, 2018).

En définitive, les perceptions sociales de l'immigration constituent un filtre médiateur entre les réalités économiques et les décisions politiques. Les inquiétudes identitaires ou culturelles, souvent amplifiées par les médias et certains acteurs politiques, limitent la légitimité sociale de politiques migratoires pourtant économiquement rationnelles. Ces dynamiques nourrissent la

---

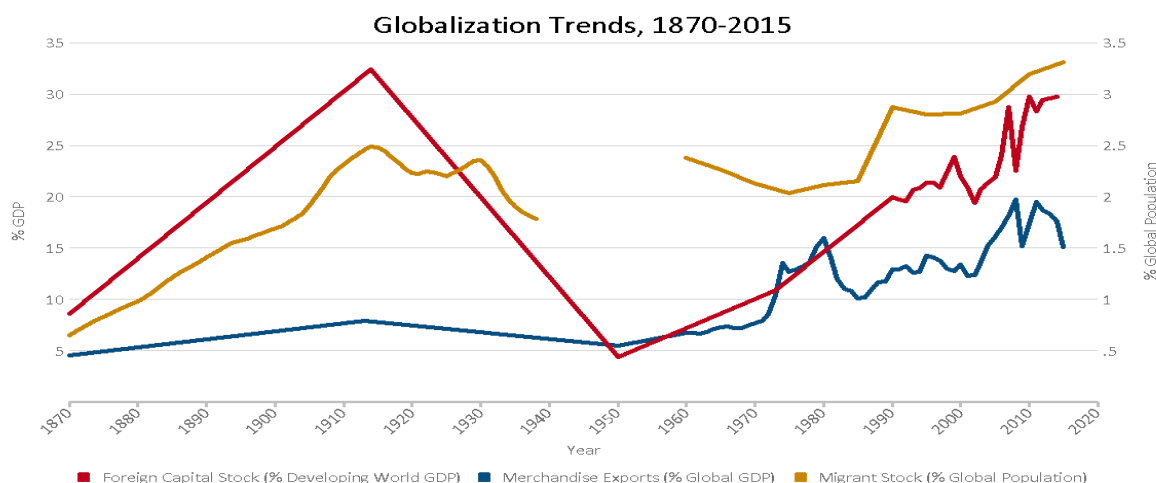
concurrence est plus limitée, ce qui réduit les mobilisations anti-immigration ou les conflits sociétaux entre immigrants et natifs (Dancygier, 2010).

progression des partis populistes et reconfigurent les équilibres électoraux, annonçant les tensions structurelles analysées dans la section suivante.

## 2.2. Mécanismes politiques

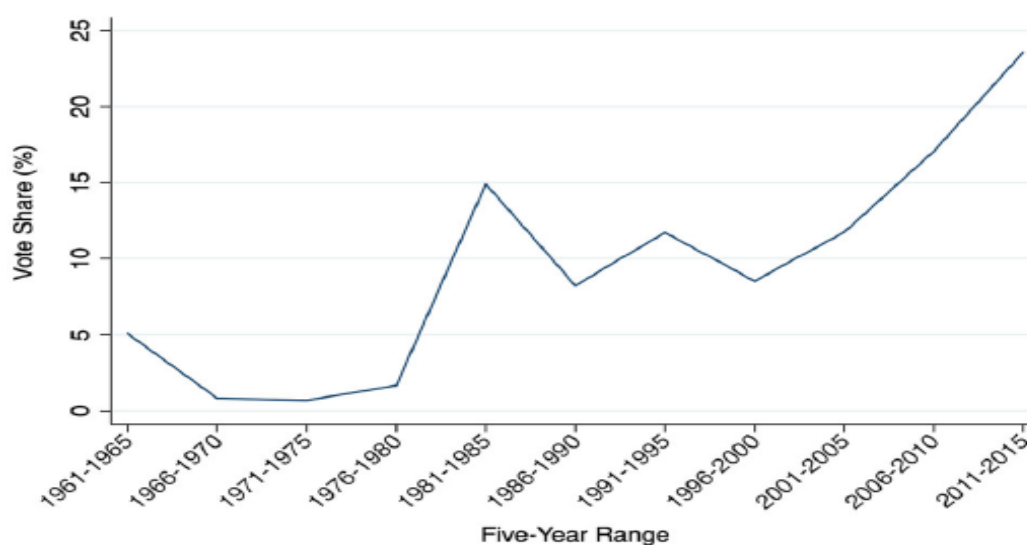
La montée des partis anti-immigration dans les pays développés – tels que le Rassemblement national en France, le Parti de la Liberté d'Autriche (FPÖ), le parti Fratelli d'Italia en Italie ou encore le Finns Party en Finlande –, ainsi que l'élection de dirigeants ouvertement hostiles aux migrants, comme Donald Trump aux États-Unis, Viktor Orbán en Hongrie ou Giorgia Meloni en Italie, constituent l'une des expressions les plus visibles des tensions engendrées par la mondialisation, dont l'immigration est une composante majeure.

**Figure 1: Évolution de la mondialisation entre 1870 et 2015**



Source : Chandy et Siedel (2016), données disponibles <https://www.brookings.edu/articles/is-globalizations-second-wave-about-to-break/>

**Figure 2: Évolution du vote en faveur des partis populistes**

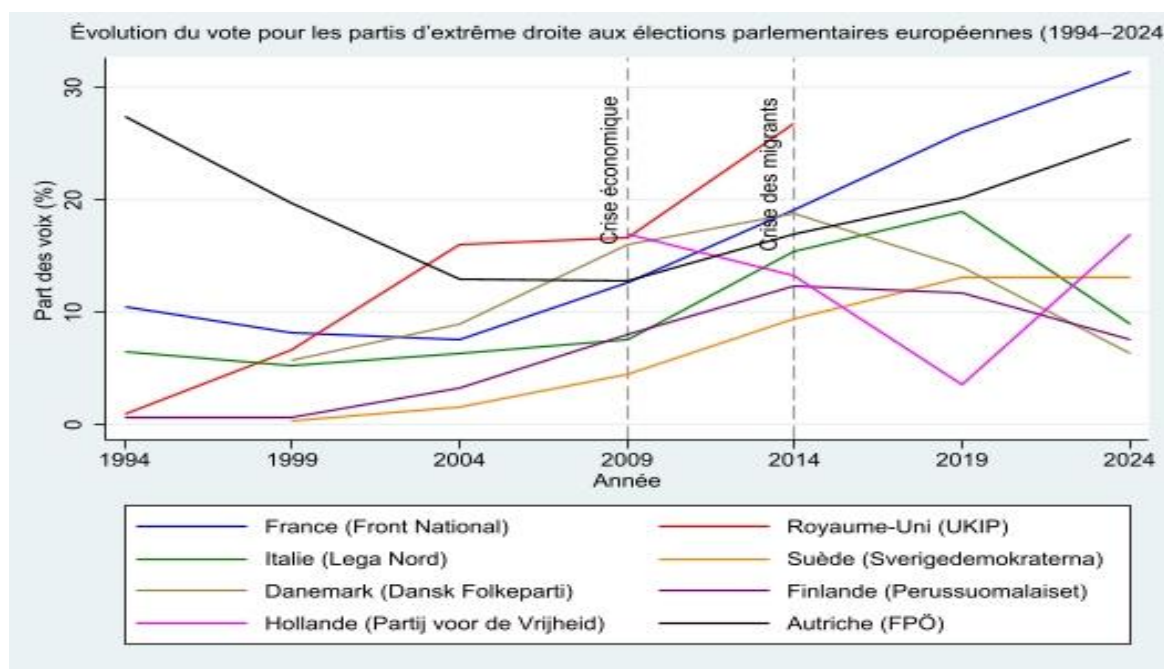


Source : Rodrik (2018)

La **figure 1** illustre l'évolution parallèle des flux de capitaux, des échanges commerciaux et des migrations entre 1870 et 2015. Il montre que la part des migrants dans la population mondiale a crû plus rapidement à partir des années 1970, période marquée par la deuxième vague de mondialisation. Cette dynamique s'accompagne d'une intensification des interdépendances économiques mais aussi d'un accroissement des inégalités de revenus et de la concurrence internationale sur les marchés du travail. Ces déséquilibres nourrissent un sentiment d'insécurité économique et culturelle parmi certaines catégories sociales, qui se traduit, dans de nombreux pays développés, par une remise en cause du consensus libéral et un regain de méfiance envers l'ouverture économique et migratoire.

La **figure 2** montre une corrélation temporelle entre les périodes de crise et la progression du vote populiste. Après 2008, la part des voix obtenues par les partis populistes dans les démocraties avancées a plus que doublé, traduisant la difficulté des gouvernements à répondre aux attentes économiques et sociales de leurs citoyens.

**Figure 3: Évolution du vote en faveur des partis d'extrême droite aux élections parlementaires européennes (1994-2024)**



Source : Auteur avec des données issues du Parlement Européen. Données disponibles sur

<https://results.elections.europa.eu/en/european-results/2024-2029/>

La **figure 3** confirme cette dynamique pour l'Europe ; les élections parlementaires de 2009 et 2014, marquées respectivement par la crise financière mondiale et la crise migratoire, ont vu une forte progression du vote d'extrême droite dans la majorité des pays européens. Ces épisodes montrent que les chocs économiques et migratoires renforcent la visibilité politique

des parties anti-immigration, qui transforment des inquiétudes sociales en revendications électorales.

L'intensité de ces tensions dépend toutefois du contexte institutionnel et social. Dans les pays dotés d'un État-providence solide, les effets supposés néfastes de l'immigration sont partiellement amortis. À l'inverse, le recul des dispositifs sociaux observé depuis les années 2000 en Europe a contribué à alimenter un ressentiment accru envers les étrangers (Rodrik, 2018). En période de crise économique et de montée des inégalités, le manque de confiance vis-à-vis des élites et la perception d'un affaiblissement de la souveraineté nationale renforcent la portée des discours populistes.

La littérature distingue deux grands types de populisme : le populisme de gauche, centré sur la réduction des inégalités économiques, et le populisme de droite, dominant en Europe, davantage focalisé sur la défense identitaire et la dénonciation de l'immigration. Les travaux empiriques montrent que ce dernier se nourrit de la perception d'une concurrence sur le marché du travail, de la diversité religieuse et d'une crainte du déclin culturel (Barone et al., 2016; Gidron et Hall, 2017). Dans les régions perçues comme connaissant une arrivée rapide de migrants, le vote en faveur des partis anti-immigration est particulièrement élevé, surtout parmi les électeurs les plus âgés, moins diplômés et économiquement fragiles (Kaufmann, 2017).

Cependant, cette relation n'est pas uniforme : dans les zones où les interactions entre natifs et immigrés sont plus fréquentes, le contact social tend à réduire les préjugés. Vertier et al., (2023) montrent ainsi qu'en France, entre 2012 et 2017, le vote pour le Front National a reculé dans les communes accueillant un Centre d'accueil et d'orientation, confirmant la validité de la théorie du contact.

Les effets de l'immigration sur la vie démocratique ne se limitent pas aux comportements électoraux. Guiso et al., (2017) montrent que les populations se sentant menacées économiquement ou culturellement par l'immigration se désengagent davantage de la participation politique, fragilisant la légitimité des institutions. Mukand et Rodrik (2020) proposent une grille d'analyse utile pour comprendre cette recomposition : le populisme de droite s'enracine dans un clivage identitaire opposant majorité nationale et minorités ethniques, tandis que le populisme de gauche s'appuie sur un clivage économique entre élites et classes populaires. Selon la manière dont les élites cadrent le débat public, une même insécurité économique peut donc être traduite en termes identitaires ou redistributifs.

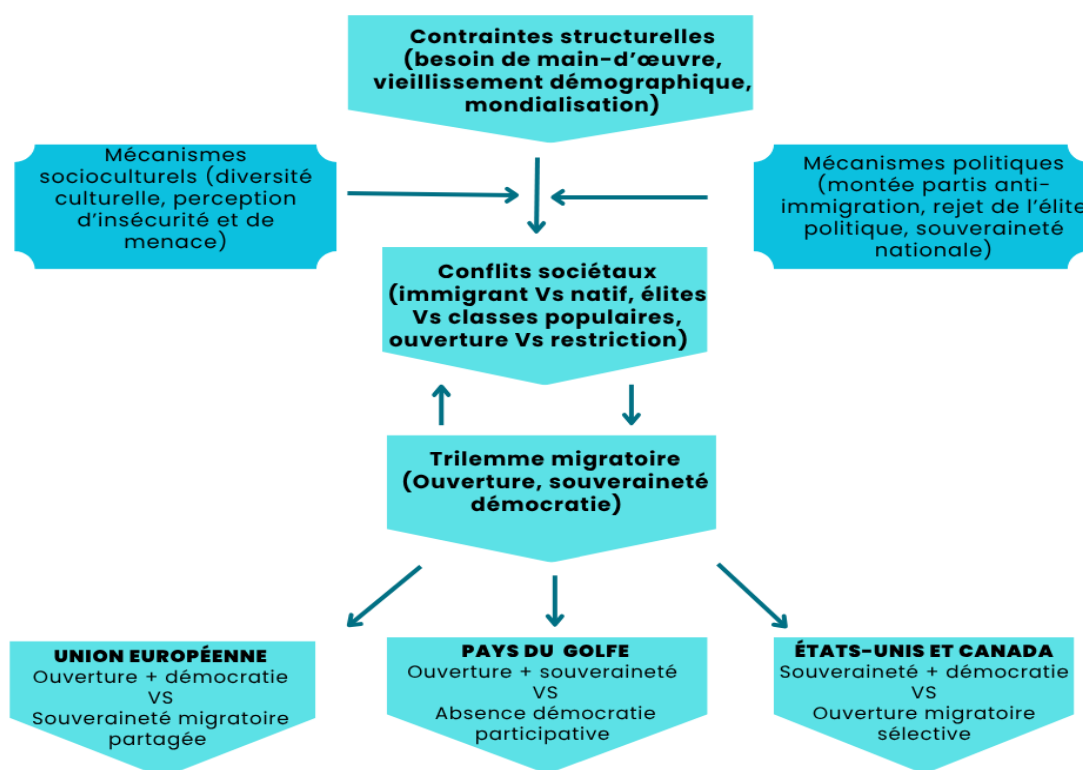
Ces dynamiques montrent que les tensions politiques liées à l'immigration ne découlent pas uniquement de ses effets économiques mesurables, mais de la manière dont celle-ci sont perçus,

interprétés et politisés. Les partis anti-immigration et les mouvements populistes agissent ainsi comme des médiateurs entre les transformations économiques induites par la mondialisation – dont l’immigration – et les réactions sociales qu’elles suscitent. En articulant un discours qui relie insécurité économique, perte de souveraineté et déclin culturel, ils traduisent les inquiétudes en clivages politiques.

Ces mécanismes politiques contribuent alors à transformer un débat économique en conflit sociétal, opposant ceux qui sont favorables à l’ouverture et ceux qui y sont attachés à une stabilité sociale et culturelle. Dans ce cadre, le populisme ne constitue pas seulement une réaction électorale, mais un symptôme du décalage entre les logiques économiques et les attentes démocratiques des natifs du pays d’accueil.

Cette fonction médiatrice éclaire pourquoi, malgré les effets économiques positifs ou globalement limités de l’immigration, les sociétés développées connaissent une polarisation croissante sur cette question. Le schéma ci-dessous résume les interactions identifiées entre les contraintes structurelles, les mécanismes socioculturels et politiques, et leurs impacts sur le trilemme migratoire développé dans la section qui suit.

**Figure 4: Mécanisme d’interaction entre les contraintes économiques, les perceptions sociopolitiques et les tensions du trilemme migratoire**



Source : Auteur

### 3. Cadre analytique des tensions structurelles

Les débats sur l'immigration dans les pays développés révèlent des dilemmes plus profonds que la simple opposition entre ouverture et fermeture. Ils traduisent la difficulté pour les États de concilier simultanément trois objectifs : répondre aux besoins économiques par une ouverture migratoire, respecter les préférences citoyennes dans un cadre démocratique et préserver leur souveraineté nationale. Cette tension s'inscrit pleinement dans le triangle d'incompatibilité de l'économie mondiale formulé par Dani Rodrik (2011), dont la transposition au champ migratoire permet de mieux comprendre les arbitrages structurels à l'œuvre.

Cependant, contrairement à la lecture initiale de Rodrik, où le trilemme est conçu comme une contrainte exogène imposée par la mondialisation, nous proposons ici une lecture endogène, dans laquelle les tensions sociétales et les arbitrages entre élites et citoyens participent activement à la (re)configuration du trilemme. En d'autres termes, les rapports de force politiques internes ne sont pas seulement des réponses aux contraintes structurelles, ils tendent à en modifier aussi l'équilibre.

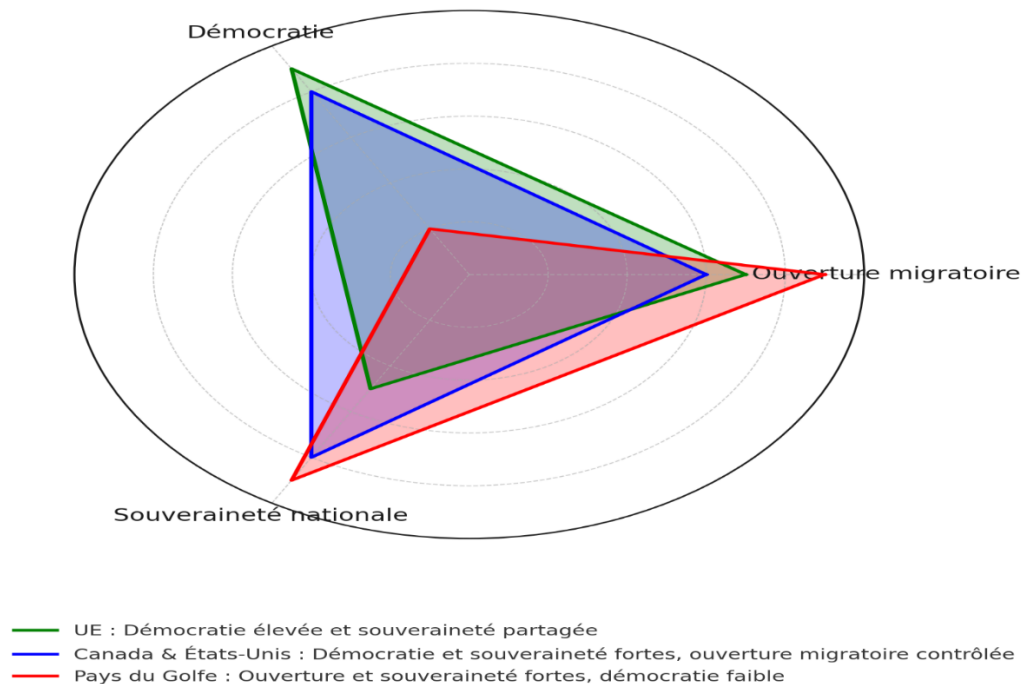
Dans les sections qui suivent, nous appliquerons d'abord le triangle d'incompatibilité de Rodrik à la question migratoire, avant d'illustrer les tensions structurelles mises en évidence par ce cadre à l'aide de cas concrets.

#### 3.1. Du trilemme de Rodrik au trilemme migratoire

Dans *The globalization paradox : Why global markets, states, and democracy can't coexist*, Rodrik (2011) formule un trilemme de l'économie mondiale selon lequel il est impossible de concilier simultanément l'hypermondialisation, la démocratie et la pleine souveraineté nationale. En d'autres termes, un pays ne peut à la fois préserver intégralement sa souveraineté politique, ouvrir entièrement son économie et satisfaire pleinement les exigences démocratiques de sa population. Au mieux, il ne peut combiner que deux de ces trois dimensions.

La transposition de ce cadre théorique au champ migratoire permet d'éclairer les arbitrages structurels auxquels les États sont confrontés dans la définition de leurs politiques migratoires. Dans cette perspective, le trilemme migratoire (**Figure 5**) peut se décliner ainsi : ouverture migratoire (accueil d'un grand nombre de migrants afin de répondre aux besoins économiques et stimuler l'innovation), démocratie (respecter les préférences des citoyens, souvent ambivalentes, voire hostiles, à l'égard d'une ouverture accrue) ; et souveraineté nationale (définition de manière autonome des critères stricts d'entrée, de séjour et de naturalisation).

**Figure 5: Trilemme migratoire – Arbitrages entre ouverture, souveraineté et démocratie**



**Source : Auteur**

Ce trilemme implique que tout choix politique en matière migratoire s'accompagne d'une forme de renoncement. Ainsi, un État qui souhaite conserver une maîtrise totale de sa politique migratoire tout en adoptant une ouverture importante – élargissement des critères d'accueil, facilitation des régularisations, réduction des barrières frontalières, etc. – pour répondre à des impératifs humanitaires, économiques ou démographiques, peut être amené à restreindre, de facto, l'expression des mécanismes démocratiques internes sur ces questions. L'opinion des citoyens opposés à cette orientation peut alors être marginalisée, alimentant un populisme anti-immigration et fragilisant la légitimité des institutions représentatives. C'est ce que Hollifield (2006) désigne comme le « *paradoxe libéral* » : plus un État ouvre ses frontières à l'immigration, plus il expose son contrat social, sa cohésion nationale et les principes fondateurs de sa citoyenneté à des tensions ; inversement, plus il cherche à limiter ces migrations de manière unilatérale, plus il risque de mettre à mal ses propres valeurs libérales, notamment les libertés individuelles et l'égalité devant la loi. Dans la même logique, Ruhs et Martin (2008) soulignent un phénomène d'arbitrage, où les pays développés qui accueillent un nombre restreint de migrants peu qualifiés ont tendance à leur octroyer un ensemble de droits plus conséquent, tandis que ceux qui reçoivent un afflux important de main-d'œuvre peu qualifiée leur en accordent généralement moins.

À l'inverse, un pays qui privilégie à la fois une ouverture migratoire importante et le respect des principes démocratiques doit souvent céder une partie de sa souveraineté nationale, en particulier dans la définition et l'application de ses politiques migratoires. Cette contrainte découle du caractère transnational des flux migratoires, qui ne peuvent être régulés efficacement sans coopération avec les pays d'origine, de transit et de destination. Elle résulte également de l'obligation, dans un régime démocratique, de garantir un socle minimal de droits fondamentaux (regroupement familial, droit asile, etc.) souvent protégés par des juridictions supranationales ou des traités internationaux. Le respect de ces engagements contribue à renforcer la prévisibilité et la légitimité des politiques migratoires, conditions nécessaires à leur acceptabilité sociale. Donc le partage de souveraineté apparaît moins comme une contrainte que comme un élément essentiel d'une gouvernance légitime et efficace dans un monde interdépendant.

Enfin, un État qui souhaite à la fois respecter les préférences démocratiques exprimées par ses citoyens et conserver le contrôle total sur sa politique migratoire est souvent conduit à restreindre l'ouverture migratoire. Dans de nombreux pays développés, l'opinion publique s'est montrée de plus en plus sceptique, voire hostile, en particulier à l'égard des flux en provenance de pays culturellement éloignés. Avec la montée des partis politiques anti-immigration, certains électeurs perçoivent l'immigration comme une menace pour la sécurité, l'identité nationale ou la cohésion nationale (Alesina et Tabellini, 2024; Edo et al., 2018; Mayda et al., 2022; Moriconi et al., 2019; Shehaj et al., 2021). Et ce, malgré les bénéfices économiques bien documentés dans un contexte de vieillissement de la population et de besoin de main-d'œuvre (Colas et Sachs, 2024; Docquier et al., 2014; Dustmann et Frattini, 2014; Edo et Toubal, 2015; Giulietti et al., 2013; Luz et al., 2025; Piyapromdee, 2021). Dans ce cas, la réduction de l'ouverture migratoire vise avant tout à limiter les tensions sociales et à prévenir un rejet électoral.

En somme, l'application du trilemme de Rodrik au champ migratoire montre que toute politique en la matière implique un arbitrage entre ouverture, démocratie et souveraineté, les États ne pouvant pas combiner pleinement ces trois dimensions. La section suivante présentera plusieurs exemples empiriques illustrant ces choix et leurs implications concrètes dans les pays développés.

### **3.2. Illustrations empiriques du trilemme migratoires dans les pays développés**

#### **3.2.1. Scénario 1 : Ouverture et souveraineté migratoire**

Les pays du Golfe – Émirats arabes unis, Qatar, Arabie Saoudite, Koweït, Oman et Bahreïn – offrent un exemple de pays combinant une forte ouverture migratoire et un contrôle souverain

étroit de leurs politiques migratoires, tout en ayant renoncé à une démocratie participative. En 2024, ils accueilleraient environ 10% de l'ensemble des migrants dans le monde, faisant du Golfe la troisième destination migratoire mondiale après l'Amérique du Nord et l'Europe (De Bel-Air, 2025). Depuis plusieurs décennies, ces six États reçoivent une main-d'œuvre étrangère massive, qui peut représenter plus de la moitié de leur population totale, comme l'illustre le **tableau 3**.

**Tableau 3: Population totale et pourcentage de migrants dans les pays du Golfe (2024)**

Pays	Population totale	Migrants	% Migrants
Arabie saoudite	36 000 000	13 450 000	37
Qatar	2 760 000	2 230 000	81
Oman	4 540 000	2 370 000	52
Émirats arabes unis	9 290 000	8 720 000	94
Bahreïn	1 480 000	940 000	63
Koweït	4 360 000	3 110 000	71
<b>Total</b>	<b>58 430 000</b>	<b>30 820 000</b>	<b>53</b>

Note : Les migrants comprennent tous les adultes et enfants vivant en dehors de leur pays de naissance, en 2020, quelle que soit la date à laquelle ils ont émigré. Les pourcentages sont calculés à partir de chiffres non arrondis. Les données sont issues de « *International Migrant Stock 2020* » et « *World Population Prospects (2022)* ».

**Source : Pew Research Center (2024)**

Aux Émirats arabes unis et au Qatar, les migrants constituent respectivement 94% et 81% de la population. L'Arabie saoudite est le seul pays où les nationaux demeurent majoritaires, les migrants représentant 37% de la population totale.

Ces flux proviennent principalement d'Asie (75%), suivis des pays arabes (21%), des autres pays du Sud (2%), d'Afrique (1%) et du Nord (1%) (Thiollet, 2019). Cette ouverture migratoire s'explique, d'une part, par un modèle économique fondé sur l'exploitation des hydrocarbures, qui requiert une main-d'œuvre abondante pour les chantiers, les projets d'infrastructure et le développement des services ; et d'autre part, par le faible taux de participation des nationaux au marché du travail, lié notamment aux salaires élevés dans le secteur public et aux prestations sociales généreuses (MPI, 2024)<sup>4</sup> ; une forme de redistribution de la rente dans le secteur public, réservée exclusivement aux nationaux.

Toutefois, cette ouverture est strictement encadrée par un contrôle souverain rigoureux. Celui-ci s'appuie notamment sur le système de parrainage des travailleurs étrangers (*Kafala*) et ses

<sup>4</sup> <https://www.migrationpolicy.org/article/gulf-region-gcc-migration-kafala-reforms>

implications : détention des documents de voyage par le parrain, accès très limité à la citoyenneté, contrôle de la mobilité professionnelle et des frontières, restriction des droits des migrants, expulsion des personnes en situation irrégulière, ainsi que la mise en place de quotas. Bien que des réformes aient été engagées au cours des dernières décennies pour améliorer certains droits – salaire minimum, assurance obligatoire, limitation de la durée maximale de travail, accès à la résidence de long terme – celles-ci bénéficient surtout aux migrants hautement qualifiés, aux investisseurs ou aux catégories les plus aisées (Jamal, 2015; Thiollet, 2019).

Ainsi l'ouverture migratoire et la souveraineté sont pleinement assumées, elles s'accompagnent d'une absence de démocratie participative dans la gouvernance des flux migratoires. La prise de décision est centralisée et relève exclusivement de l'exécutif, sans consultation populaire ni contre-pouvoirs institutionnels significatifs. Les autorités ne sont pas soumises à la pression électorale qui, dans un régime démocratique, pourrait les inciter à ajuster l'ouverture migratoire en fonction des préférences de la population nationale.

Cette configuration illustre en quelque sorte le caractère endogène du trilemme migratoire : les tensions entre ouverture, souveraineté et démocratie ne sont pas seulement subies, mais institutionnellement produites et régulées. La concentration de la décision migratoire entre les mains de l'exécutif permet aux régimes du Golfe de neutraliser le conflit entre préférences citoyennes et besoins économiques, transformant ainsi le trilemme en un équilibre politique stable.

### **3.2.2. Scénario 2 : Ouverture migratoire et démocratie**

En vertu du principe de libre circulation, tout citoyen de l'Union européenne (UE) peut se déplacer dans un autre État membre pour étudier, voyager, résider et travailler. Les pays de l'UE constituent ainsi un exemple d'États combinant gouvernance démocratique et ouverture migratoire, tout en renonçant à l'exercice exclusif de leur souveraineté en matière migratoire car il s'agit d'une compétence partagée entre l'UE et les États membres. En effet, l'UE fixe les règles communes en matière d'entrée, de séjour et d'asile, les États membres conservent la maîtrise des volumes d'admission à des fins d'emploi, des politiques d'intégration et du maintien de l'ordre public, dans le respect des objectifs et principes européens.

Cette ouverture ne se limite pas aux seuls ressortissants européens : les migrations étudiantes et familiales sont également encadrées par des directives communes, et un cadre commun en matière d'asile garantit l'accès à la protection internationale aux personnes contraintes de fuir leur pays pour échapper aux conflits ou aux persécutions. Ce dispositif a été révisé en 2020 avec l'adoption du nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile, qui modifie le règlement

de Dublin et met l'accent sur une solidarité accrue entre États membres, notamment envers l'Italie, l'Espagne, la Grèce ou Malte, principaux pays d'entrée dans l'Union et confrontés à d'importantes difficultés d'accueil.

Les citoyens des États membres participent à la gouvernance migratoire européenne et à la définition de ses orientations de deux manières. D'une part, directement, en élisant au suffrage universel direct les membres du Parlement européen, qui défendent leurs intérêts au niveau communautaire. D'autre part, indirectement, en élisant, au niveau national les responsables politiques qui siègent au Conseil européen (chefs d'État ou de gouvernement) et au Conseil de l'Union européenne (ministres nationaux), lesquels tirent leur légitimité démocratique des scrutins nationaux. Par ailleurs, les syndicats, les organisations non gouvernementales, les associations de migrants et autres acteurs de la société civile participent activement au débat public et influencent les orientations politiques en matière migratoire.

Cette combinaison entre démocratie participative et ouverture migratoire s'accompagne, en contrepartie, d'une compétence partagée dans le domaine migratoire. Les règles en matière d'asile sont pour la plupart harmonisées, et la gestion des frontières extérieures est assurée conjointement avec des agences européennes telles que *Frontex*, ce qui réduit l'autonomie opérationnelle de chaque État membre. De plus, les États ne peuvent instaurer unilatéralement de restrictions à la libre circulation des ressortissants européens, sauf dans des cas exceptionnels strictement encadrés<sup>5</sup>. Ainsi, en vertu du Règlement Dublin, un État – même confronté à un afflux massif – ne peut refuser l'enregistrement d'une demande d'asile s'il est désigné comme le premier pays d'entrée dans l'Union.

Le refus de la Hongrie et de la Pologne de se conformer au mécanisme obligatoire de relocation des demandeurs d'asile adopté par le Conseil de l'UE a d'ailleurs conduit à des procédures d'infraction, confirmant que la compétence migratoire n'est pas pleinement nationale. Cette compétence partagée demeure néanmoins au cœur de débats récurrents, alimentés notamment par certains partis politiques anti-immigration.

Le cas du Royaume-Uni illustre également ces tensions. Avant le Brexit, le pays privilégiait une combinaison entre démocratie et ouverture migratoire, acceptant en contrepartie une souveraineté partagée en matière de contrôle des flux en provenance de l'UE. La libre circulation des personnes, inscrite dans les traités, empêchait l'instauration de quotas ou de

---

<sup>5</sup> Par exemple, les travailleurs de certains États membres entrés dans l'UE en 2004 ont connu des restrictions transitoires à la libre circulation sur une période de sept ans.

restrictions unilatérales à l'égard des ressortissants européens. Ce cadre a toutefois suscité de vifs débats politiques et nourri la montée de l'eurosepticisme. Le référendum de 2016 et la sortie effective de l'UE ont marqué un basculement vers un autre équilibre du trilemme : celui associant souveraineté et démocratie, mais au prix d'une ouverture migratoire plus sélective et restreinte à l'instar des États-Unis et du Canada.

Ces évolutions traduisent une endogénéisation encore limitée mais croissante du trilemme migratoire. Si historiquement l'UE incarne l'équilibre entre ouverture migratoire et démocratie, les tensions récentes montrent qu'une partie des États membres cherche à réaffirmer sa souveraineté nationale. Les tensions suscitées par le Brexit, la contestation des mécanismes de solidarité ou les revendications nationales en matière de contrôle migratoire témoignent d'une volonté accrue de repolitiser la question migratoire au niveau domestique. Cependant, ces ajustements demeurent circonscrits : ils ne remettent pas encore fondamentalement en cause la structure du trilemme, dans laquelle les États européens continuent de partager leur souveraineté pour concilier ouverture et légitimité démocratique. Néanmoins, si ces pressions politiques et sociétales venaient à s'amplifier, elles pourraient à terme reconfigurer plus durablement les rapports entre ouverture, démocratie et souveraineté au sein de l'espace européen.

### **3.2.3. Scénario 3 : De l'arbitrage nord-américain : souveraineté et démocratie face à une ouverture migratoire contrôlée**

Le Canada et les États-Unis illustrent une configuration du trilemme migratoire dans laquelle les deux pôles privilégiés sont la démocratie et la souveraineté nationale dans le domaine migratoire. En contrepartie de cette combinaison, l'ouverture migratoire est restreinte et fortement encadrée. Contrairement aux pays de l'UE, ces deux États n'ont pas délégué de compétences contraignantes à une organisation supranationale en matière d'immigration. Cette souveraineté s'exerce à plusieurs niveaux.

D'abord, ils disposent d'un contrôle exclusif de leurs frontières et de leurs critères d'admission. Au Canada, par exemple, les quotas annuels d'admission sont fixés par le gouvernement fédéral dans un plan pluriannuel d'immigration élaboré en concertation avec les provinces et territoires. Ce plan détermine les cibles pour le regroupement familial, l'immigration économique et l'accueil des réfugiés. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) gère le système à points, définit les critères de sélection et applique les règles d'asile conformément à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) assure le contrôle aux frontières et statue sur l'admissibilité des voyageurs.

Aux États-Unis, le Congrès fixe les catégories de visa (immigration économique et familiale, visas temporaires de travail ou d'études, loterie de la diversité), détermine les plafonds annuels d'admission d'immigrants permanents et établit les procédures d'asile. L'administration fédérale applique ces politiques et exerce le contrôle opérationnel des frontières à travers le U.S. Citizenship and Immigration Services (USCIS), le Department of Homeland Security (DHS), l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) et le Customs and Border Protection (CBP).

Ensuite, ces États peuvent unilatéralement modifier leurs critères de sélection, imposer des restrictions selon la situation sécuritaire internationale ou l'origine géographique, et réviser les catégories de visas ou les procédures d'asile en fonction des priorités économiques ou politiques. Par exemple, face au faible taux de natalité, au vieillissement de la population, à l'accumulation des demandes et à l'évolution des besoins du marché du travail, le Canada a introduit en 2015 le programme *Entrée express* pour mieux cibler les candidats qualifiés et ajuster la répartition des points. Aux États-Unis, l'administration Trump a signé en juin 2025 un décret (*Travel ban*) interdisant temporairement l'entrée aux ressortissants de certains pays<sup>6</sup>.

Cependant, la politique migratoire reste soumise au jeu démocratique interne. Au Canada, les réformes majeures sont discutées et adoptées au Parlement fédéral, avec une participation active des provinces. Aux États-Unis, le Congrès fixe les plafonds d'immigration et se prononce sur les régularisations. Dans les deux pays, les associations professionnelles, les organisations non gouvernementales et la société civile influencent le débat public et peuvent infléchir les décisions politiques, expliquant l'alternance de phases d'ouverture et de fermeture selon les majorités au pouvoir.

Cette combinaison de souveraineté et de démocratie s'accompagne d'une ouverture migratoire strictement régulée. Le Canada a un système de points (Système de Classement Global) privilégiant les candidats hautement qualifiés selon des critères tels que le niveau d'études, l'âge, les compétences linguistiques et l'expérience professionnelle. Les États-Unis, quant à eux, reposent sur un système mixte combinant immigration familiale, visas de travail, loterie de la diversité et contingent de réfugié, avec un contrôle accru aux frontières et des quotas stricts. S'agissant de l'immigration irrégulière, les États-Unis ont mis en place des mesures de

---

<sup>6</sup> Les douze pays faisant l'objet d'une interdiction totale de voyager sont : Tchad, Yémen, Iran, Lybie, Afghanistan, Haïti, Soudan, Somalie, Myanmar, Érythrée, République Démocratique du Congo et République du Congo. Sept autres pays font l'objet d'une interdiction partielle de voyager : Togo, Sierra Léone, Laos, Burundi, Venezuela, Cuba et Turkménistan. Ce type de décision serait difficilement applicable pour un pays de l'UE compte tenu de la compétence partagée en matière de politique migratoire et d'asile, la contrainte du droit européen et les obligations internationales et européennes en matière de droits humains.

contrôle renforcées, notamment la construction d'un mur et l'intensification de la surveillance à la frontière sud.

Cette configuration nord-américaine illustre un trilemme migratoire en apparence stable, mais dont les équilibres internes sont en réalité façonnés par les dynamiques politiques et sociales. Les évolutions du marché du travail et les crises sécuritaires influencent directement le degré d'ouverture, la définition des priorités économiques et le discours public sur l'immigration. Autrement dit, l'arbitrage entre démocratie, souveraineté et ouverture migratoire n'est pas figé : il se redéfinit en fonction des contextes internes, révélant une endogénéité partielle du trilemme. Si ces ajustements demeurent contenus dans le cadre institutionnel existant, leur fréquence et leur intensité pourraient, à terme, redessiner les équilibres migratoires de la région.

### **Conclusion et implications**

Cette étude propose une lecture analytique des politiques migratoires des pays développés à la lumière du trilemme de l'économie mondiale de Rodrik. En transposant ce cadre au champ migratoire, nous avons montré que les états font face à une tension structurelle entre ouverture économique, souveraineté nationale et légitimité démocratique. L'analyse comparative de trois configurations – l'Union européenne, les pays du Golfe et l'Amérique du Nord – montre qu'il est impossible pour les décideurs publics de concilier simultanément ces trois objectifs : les politiques migratoires ne peuvent combiner que deux de ces dimensions à la fois.

Nos résultats soulignent également que ces arbitrages, perçus initialement comme imposé par la mondialisation, tendent à devenir endogènes, sous l'effet des transformations politiques et sociales observées dans les pays développés – montée des populismes, polarisation électorale et défiance à l'égard des élites. Les politiques migratoires apparaissent ainsi comme le produit d'un compromis évolutif entre contraintes structurelles (vieillesse de la population, besoin de main-d'œuvre, etc.) et tensions sociétales.

Ces constats appellent plusieurs implications pour l'action publique. D'une part, ils rappellent la nécessité de mieux valoriser les apports économiques de l'immigration dans le débat public, en s'appuyant sur des données probantes et accessibles. D'autre part, ils invitent à reconnaître le rôle déterminant des perceptions sociales et culturelles dans la légitimité des politiques migratoires. Enfin, ils soulignent qu'aucune stratégie durable ne peut faire l'économie d'un arbitrage explicite entre ouverture, souveraineté et démocratie.

Pour la recherche, ce cadre offre des perspectives d'analyse comparée sur la manière dont les États arbitrent ces tensions et sur les dispositifs institutionnels susceptibles d'en atténuer le coût politique. Dans un contexte de clivages croissants autour de la question migratoire, il invite à

dépasser les oppositions simplistes entre ouverture et fermeture, pour penser l'immigration comme un enjeu multidimensionnel articulant efficacité économique, légitimité démocratique et cohésion sociale.

### Bibliographie

- Adjei, E. K., Andersson, L.-F., Eriksson, R. H., & Scocco, S. (2021). Regional labour market effects of immigration on low-skilled workers : The case of Sweden 1990–2003. *International Journal of Social Economics*, 48(3), 456-476. <https://doi.org/10.1108/IJSE-01-2020-0038>
- Albert, C. (2021). The Labor Market Impact of Immigration : Job Creation versus Job Competition. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 13(1), 35-78. <https://doi.org/10.1257/mac.20190042>
- Alesina, A., Harnoss, J., & Rapoport, H. (2016). Birthplace diversity and economic prosperity. *Journal of Economic Growth*, 21(2), 101-138. <https://doi.org/10.1007/s10887-016-9127-6>
- Alesina, A., & Tabellini, M. (2024). The political effects of immigration : Culture or economics? *Journal of Economic Literature*, 62(1), 5-46. <https://doi.org/10.1257/jel.20221643>
- Allport, G. W. (1954). The nature of prejudice. (p. xviii, 537). *Addison-Wesley*.
- Altonji, J. G., & Card, D. (2001). The Effects of Immigration on the Labor Market Outcomes of Less-skilled Natives. In *The New Immigrant in the American Economy*. Routledge.
- Angrist, J. D., & Kugler, A. D. (2003). Protective or counter-productive? Labour market institutions and the effect of immigration on eu natives. *The Economic Journal*, 113(488), F302-F331. <https://doi.org/10.1111/1468-0297.00136>
- Auriol, E., & Rapoport, H. (2021). L'immigration qualifiée : Un visa pour la croissance. *Notes du conseil d'analyse économique*, 67(7), 1-12. Cairn.info.
- Avola, M., Piccitto, G., & Vegetti, F. (2023). Migrant penalty in the European labor markets : The interplay between individual characteristics and the regional context. *Frontiers in Sociology*, 8, 1270167. <https://doi.org/10.3389/fsoc.2023.1270167>
- Bahar, D., & Rapoport, H. (2018). Migration, Knowledge Diffusion and the Comparative Advantage of Nations. *The Economic Journal*, 128(612), F273-F305. <https://doi.org/10.1111/eoj.12450>
- Ballarino, G., & Panichella, N. (2015). The Occupational Integration of Male Migrants in Western European Countries : Assimilation or Persistent Disadvantage? *International Migration*, 53(2), 338-352. <https://doi.org/10.1111/imig.12105>

- Barone, G., D'Ignazio, A., de Blasio, G., & Naticchioni, P. (2016). Mr. Rossi, Mr. Hu and politics. The role of immigration in shaping natives' voting behavior. *Journal of Public Economics*, 136, 1-13. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2016.03.002>
- Bearce, D. H., & Hart, A. F. (2024). Immigration Openness, Immigrant Inclusion, and Compensation Spending : An Embedded Liberal Migration Triad or Trilemma?
- Bloom, D. E., Chatterji, S., Kowal, P., Lloyd-Sherlock, P., McKee, M., Rechel, B., Rosenberg, L., & Smith, J. P. (2015). Macroeconomic implications of population ageing and selected policy responses. *The Lancet*, 385(9968), 649-657. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(14\)61464-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(14)61464-1)
- Blumer, H. (1958). Race prejudice as a sense of group position. *Pacific Sociological Review*, 1(1), 3-7.
- Bonnet, C., Cambois, E., & Fontaine, R. (2021). Population Ageing in High-Longevity Countries : Demographic Dynamics and Socio-economic Challenges. *Population*, 76(2), 217-310. <https://doi.org/10.3917/popu.2102.0225>
- Borjas, G. J. (2003). The Labor Demand Curve is Downward Sloping : Reexamining the Impact of Immigration on the Labor Market\*. *The Quarterly Journal of Economics*, 118(4), 1335-1374. <https://doi.org/10.1162/003355303322552810>
- Borjas, G. J. (2006). Native Internal Migration and the Labor Market Impact of Immigration. *The Journal of Human Resources*, 221-258. <https://doi.org/10.2307/40057275>
- Borjas, G. J. (2017). The wage impact of the Marielitos : A reappraisal. *ILR Review*, 70(5), 1077-1110. <https://doi.org/10.1177/0019793917692945>
- Borjas, G. J., & Cassidy, H. (2019). The wage penalty to undocumented immigration. *Labour Economics*, 61, 101757. <https://doi.org/10.1016/j.labeco.2019.101757>
- Borjas, G. J., & Edo, A. (2021). Gender, Selection into Employment, and the Wage Impact of Immigration. *NBER Working Paper*, 28682. <https://doi.org/10.3386/w28682>
- Bove, V., & Elia, L. (2017). Migration, Diversity, and Economic Growth. *World Development*, 89, 227-239. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.08.012>
- Brunow, S., & Nijkamp, P. (2018). The Impact of a Culturally Diverse Workforce on Firms' Revenues and Productivity : An Empirical Investigation on Germany. *International Regional Science Review*, 41(1), 62-85. <https://doi.org/10.1177/0160017616642820>
- Bryan, G., & Morten, M. (2019). The Aggregate Productivity Effects of Internal Migration : Evidence from Indonesia. *Journal of Political Economy*, 127(5), 2229-2268. <https://doi.org/10.1086/701810>

Cangiano, A. (2014). Elder Care and Migrant Labor in Europe : A Demographic Outlook. *Population and Development Review*, 40(1), 131-154. <https://doi.org/10.1111/j.1728-4457.2014.00653.x>

Card, D. (1990). The Impact of the Mariel Boatlift on the Miami Labor Market. *ILR Review*, 43(2), 245-257. <https://doi.org/10.1177/001979399004300205>

Card, D. (2001). Immigrant Inflows, Native Outflows, and the Local Labor Market Impacts of Higher Immigration. *Journal of Labor Economics*, 19(1), 22-64.

<https://doi.org/10.1086/209979>

Card, D., Dustmann, C., & Preston, I. (2012). Immigration, wages, and compositional amenities. *Journal of the European Economic Association*, 10(1), 78-119.

Causa, O., Soldani, E., Nguyen, M., & Tanaka, T. (2025). Labour shortages and labour market inequalities : Evidence and policy implications. *OECD Economics Department Working Papers* No. 1832.. <https://doi.org/10.1787/14e62ec0-en>.

Chassamboulli, A., Fontaine, I., Galvez-Iniesta, I., & Gomes, P. (2022). Immigration and Labour Market Flows. *TEPP Working Paper 2022-12, TEPP*.

Chassamboulli, A., & Palivos, T. (2014). A Search-Equilibrium Approach to the Effects of Immigration on Labor Market Outcomes. *International Economic Review*, 55(1), 111-129. <https://doi.org/10.1111/iere.12043>

Chletsos, M., & Roupakias, S. (2019). Do Immigrants Compete with Natives in the Greek Labour Market? Evidence from the Skill-Cell Approach before and during the Great Recession: *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, 19(2).

Chojnicki, X., & Ragot, L. (2016). Impacts of Immigration on an Ageing Welfare State : An Applied General Equilibrium Model for France. *Fiscal Studies*, 37(2), 258-284. <https://doi.org/10.1111/j.1475-5890.2015.12059>

Chort, I. (2013). Réseaux migratoires sénégalais. *Statéco*, 107, 20.

Clemens, M. A. (2011). Economics and Emigration : Trillion-Dollar Bills on the Sidewalk? *Journal of Economic Perspectives*, 25(3), 83-106. <https://doi.org/10.1257/jep.25.3.83>

Clemens, M. A., Montenegro, C. E., & Pritchett, L. (2009). The Place premium : Wage differences for identical workers across the US border. *HKS Faculty Research Working Paper Series RWP09-004, John F. Kennedy School of Government, Harvard University*.

Colas, M., & Sachs, D. (2024). The Indirect Fiscal Benefits of Low-Skilled Immigration. *American Economic Journal: Economic Policy*, 16(2), 515-550.

<https://doi.org/10.1257/pol.20220176>

- Collier, P. (2013). *Exodus : How migration is changing our world*. Oxford university press.
- Cristea, M., Noja, G. G., Stefea, P., & Sala, A. L. (2020). The Impact of Population Aging and Public Health Support on EU Labor Markets. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(4), 1439. <https://doi.org/10.3390/ijerph17041439>
- Crown, D., Faggian, A., & Corcoran, J. (2020). Foreign-Born graduates and innovation : Evidence from an Australian skilled visa program. *Research Policy*, 49(9), 103945. <https://doi.org/10.1016/j.respol.2020.103945>
- d'Albis, H., Boubtane, E., & Coulibaly, D. (2019). Immigration and public finances in OECD countries. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 99, 116-151. <https://doi.org/10.1016/j.jedc.2018.12.003>
- Dale-Olsen, H., & Finseraas, H. (2020). Linguistic diversity and workplace productivity. *Labour Economics*, 64, 101813. <https://doi.org/10.1016/j.labeco.2020.101813>
- D'Amuri, F., Ottaviano, G. I. P., & Peri, G. (2010). The labor market impact of immigration in Western Germany in the 1990s. *European Economic Review*, 54(4), 550-570. <https://doi.org/10.1016/j.euroecorev.2009.10.002>
- Dancygier, R. M. (2010). *Immigration and conflict in Europe*. Cambridge University Press.
- Davis, L. S., & Deole, S. S. (2015). Immigration, Attitudes and the Rise of the Political Right : The Role of Cultural and Economic Concerns over Immigration. *CESifo Working Paper*, 5680, 37.
- De Bel-Air, F. (2025). National and foreign populations in GCC countries. *Gulf Research Center*.
- De New, J. P., & Zimmermann, K. F. (1994). Native wage impacts of foreign labor : A random effects panel analysis. *Journal of Population Economics*, 7(2), 177-192. <https://doi.org/10.1007/BF00173618>
- de Haas, H., Natter, K., & Vezzoli, S. (2018). Growing Restrictiveness or Changing Selection? The Nature and Evolution of Migration Policies<sup>1</sup>. *International Migration Review*, 52(2), 324-367. <https://doi.org/10.1111/imre.12288>
- Dixon, J. C., & Rosenbaum, M. S. (2004). Nice to Know You? Testing Contact, Cultural, and Group Threat Theories of Anti-Black and Anti-Hispanic Stereotypes. *Social Science Quarterly*, 85(2), 257-280. <https://doi.org/10.1111/j.0038-4941.2004.08502003.x>
- Docquier, F., Machado, J., & Sekkat, K. (2015). Efficiency Gains from Liberalizing Labor Mobility. *The Scandinavian Journal of Economics*, 117(2), 303-346. <https://doi.org/10.1111/sjoe.12097>

Docquier, F., Ozden, Ç., & Peri, G. (2014). The Labour Market Effects of Immigration and Emigration in OECD Countries. *The Economic Journal*, 124(579), 1106-1145.

<https://doi.org/10.1111/eoj.12077>

Dustmann, C., Fabbri, F., & Preston, I. (2005). The Impact of Immigration on the British Labour Market. *The Economic Journal*, 115(507), F324-F341. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2005.01038.x>

Dustmann, C., & Frattini, T. (2014). The Fiscal Effects of Immigration to the UK. *The Economic Journal*, 124(580), F593-F643. <https://doi.org/10.1111/eoj.12181>

Dustmann, C., Frattini, T., & Preston, I. P. (2013). The Effect of Immigration along the Distribution of Wages. *The Review of Economic Studies*, 80(1), 145-173.

Dustmann, C., & Preston, I. P. (2007). Racial and Economic Factors in Attitudes to Immigration. *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, 7(1).

<https://doi.org/10.2202/1935-1682.1655>

Dustmann, C., Schönberg, U., & Stuhler, J. (2017). Labor Supply Shocks, Native Wages, and the Adjustment of Local Employment. *The Quarterly Journal of Economics*, 132(1), 435-483. <https://doi.org/10.1093/qje/qjw032>

Duzhak, E. A. (2023). The Role of Immigration in U.S. Labor Market Tightness. *FRBSF Economic Letter*, 2023(06), 1-6.

Edo, A. (2015). The impact of immigration on native wages and employment. *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, 15(3), 1151-1196.

Edo, A. (2016). How do rigid labor markets absorb immigration? Evidence from France. *IZA Journal of Migration*, 5(1), 7. <https://doi.org/10.1186/s40176-016-0055-1>

Edo, A., Ragot, L., Rapoport, H., Sardoschau, S., & Steinmayr, A. (2018). The effects of immigration in developed countries : Insights from recent economic research. *CEPII Policy Brief*.

Edo, A., & Rapoport, H. (2019). Minimum wages and the labor market effects of immigration. *Labour Economics*, 61, 101753. <https://doi.org/10.1016/j.labeco.2019.101753>

Edo, A., & Toubal, F. (2015). Selective Immigration Policies and Wages Inequality. *Review of International Economics*, 23(1), 160-187. <https://doi.org/10.1111/roie.12163>

Esposito, P., Collignon, S., & Scicchitano, S. (2020). The effect of immigration on unemployment in Europe : Does the core-periphery dualism matter? *Economic Modelling*, 84, 249-258. <https://doi.org/10.1016/j.econmod.2019.04.014>

Fassio, C., Montobbio, F., & Venturini, A. (2019). Skilled migration and innovation in European industries. *Research Policy*, 48(3), 706-718.

<https://doi.org/10.1016/j.respol.2018.11.002>

Foged, M., & Peri, G. (2016). Immigrants' effect on native workers: New analysis on longitudinal data. *American Economic Journal: Applied Economics*, 8(2), 1-34.

Gidron, N., & Hall, P. A. (2017). The politics of social status: Economic and cultural roots of the populist right. *The British Journal of Sociology*, 68(S1), S57-S84.

Giulietti, C., Guzi, M., Kahanec, M., & Zimmermann, K. F. (2013). Unemployment benefits and immigration: Evidence from the EU. *International Journal of Manpower*, 34(1), 24-38.

<https://doi.org/10.1108/01437721311319638>

Glitz, A. (2012). The labor market impact of immigration: A quasi-experiment exploiting immigrant location rules in Germany. *Journal of Labor Economics*, 30(1), 175-213.

González, L., & Ortega, F. (2011). How do very open economies adjust to large immigration flows? Evidence from Spanish regions. *Labour Economics*, 18(1), 57-70.

Grossman, J. B. (1982). The substitutability of natives and immigrants in production. *The Review of Economics and Statistics*, 64(4), 596-603.

Guiso, L., Herrera, H., Morelli, M., & Sonno, T. (2017). Demand and Supply of Populism. *EIEF Working Papers Series*, Article 1703. <https://ideas.repec.org/p/eie/wpaper/1703.html>

Hainmueller, J., & Hiscox, M. J. (2007). Educated Preferences: Explaining Attitudes Toward Immigration in Europe. *International Organization*, 61(2), 399-442.

<https://doi.org/10.1017/S0020818307070142>

Hainmueller, J., & Hiscox, M. J. (2010). Attitudes toward Highly Skilled and Low-skilled Immigration: Evidence from a Survey Experiment. *American Political Science Review*, 104(1), 61-84. <https://doi.org/10.1017/S0003055409990372>

Hatton, T. J., & Williamson, J. G. (1992). International Migration and World Development: A Historical Perspective (Working Paper No. 41). *National Bureau of Economic Research*.

Helbling, M., & Kalkum, D. (2018). Migration policy trends in OECD countries. *Journal of European Public Policy*, 25(12), 1779-1797. <https://doi.org/10.1080/13501763.2017.1361466>

Helbling, M., Maxwell, R., & Traunmüller, R. (2024). Numbers, Selectivity, and Rights: The Conditional Nature of Immigration Policy Preferences. *Comparative Political Studies*, 57(2), 254-286. <https://doi.org/10.1177/00104140231178737>

Hollifield, J. F. (2006). Trade, migration, and economic development: The risks and rewards of openness. *Migration, Trade, and Development*.

Hunt, J., & Gauthier-Loiselle, M. (2010). How Much Does Immigration Boost Innovation? *American Economic Journal: Macroeconomics*, 2(2), 31-56.

<https://doi.org/10.1257/mac.2.2.31>

IMF. (2025). G20 background note on the implications of aging and migration on growth and productivity.

International Labour Organization (ILO). (2020). The migrant pay gap : Understanding wage differences between migrants and nationals. *International Labour Organization*.

IPSOS. (2017). Global views on immigration and the Refugee Crisis, p. 31.

Jamal, M. A. (2015). The “Tiering” of Citizenship and Residency and the “Hierarchization” of Migrant Communities : The United Arab Emirates in Historical Context. *International Migration Review*, 49(3), 601-632. <https://doi.org/10.1111/imre.12132>

Kaufmann, E. (2017). Levels or changes? : Ethnic context, immigration and the UK Independence Party vote. *Electoral Studies*, 48, 57-69.

Krugman, P., Obstfeld, M., & Melitz, M. (2015). *Economie internationale*. Pearson.

Krugman, P., Obstfeld, M., & Melitz, M. (2018). *International economics : Theory & Policy* (11th éd.).

Kunovich, R. M. (2004). Social structural position and prejudice : An exploration of cross-national differences in regression slopes. *Social Science Research*, 33(1), 20-44.

[https://doi.org/10.1016/S0049-089X\(03\)00037-1](https://doi.org/10.1016/S0049-089X(03)00037-1)

Lahav, G., & Messina, A. M. (2024). Immigration, Security and the Liberal State : The Politics of Migration Regulation in Europe and the United States. *Cambridge University Press*.

Longhi, S., Nijkamp, P., & Poot, J. (2010). Joint impacts of immigration on wages and employment : Review and meta-analysis. *Journal of Geographical Systems*, 12(4), 355-387. <https://doi.org/10.1007/s10109-010-0111-y>

Luz, A., Neves, P. C., Afonso, O., & Sochirca, E. (2025). Meta-analysis : The impact of immigration on the economic performance of the host country. *Economies*, 13(8), 1-21. <https://doi.org/10.3390/economies13080213>

Manacorda, M., Manning, A., & Wadsworth, J. (2012). The impact of immigration on the structure of wages : Theory and evidence from Britain. *Journal of the European Economic Association*, 10(1), 120-151.

Marois, G., Bélanger, A., & Lutz, W. (2020). Population aging, migration, and productivity in Europe. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 117(14), 7690-7695.

<https://doi.org/10.1073/pnas.1918988117>

- Mayda, A. M., Peri, G., & Steingress, W. (2022). The Political Impact of Immigration : Evidence from the United States. *American Economic Journal: Applied Economics*, 14(1), 358-389. <https://doi.org/10.1257/app.20190081>
- Meuleman, B., Davidov, E., & Billiet, J. (2009). Changing attitudes toward immigration in Europe, 2002–2007 : A dynamic group conflict theory approach. *Social Science Research*, 38(2), 352-365. <https://doi.org/10.1016/j.ssresearch.2008.09.006>
- Moriconi, S., Peri, G., & Turati, R. (2019). Immigration and voting for redistribution : Evidence from European elections. *Labour Economics*, 61, 101765. <https://doi.org/10.1016/j.labeco.2019.101765>
- Mukand, S. W., & Rodrik, D. (2020). The Political Economy of Liberal Democracy. *The Economic Journal*, 130(627), 765-792. <https://doi.org/10.1093/ej/ueaa004>
- Nedoncelle, C., Marchal, L., Aubry, A., & Héricourt, J. (2025). Does Immigration Affect Native Wages ? A Meta-Analysis. *CEPII Working Paper No 2025-07*.
- Ottaviano, G. I. P., & Peri, G. (2008). Immigration and national wages : Clarifying the theory and the empirics (No. 14188). *National Bureau of Economic Research*.
- Ottaviano, G. I. P., & Peri, G. (2012). Rethinking the Effect of Immigration on Wages. *Journal of the European Economic Association*, 10(1), 152-197. <https://doi.org/10.1111/j.1542-4774.2011.01052.x>
- Parrotta, P., Pozzoli, D., & Pytlikova, M. (2014). Labor diversity and firm productivity. *European Economic Review*, 66, 144-179. <https://doi.org/10.1016/j.eurocorev.2013.12.002>
- Peri, G. (2010). The impact of immigrants in recession and economic expansion. Washington, DC: *Migration Policy Institute*.
- Peri, G., & Yasenov, V. (2019). The Labor Market Effects of a Refugee Wave : Synthetic Control Method Meets the Mariel Boatlift. *Journal of Human Resources*, 54(2), 267-309. <https://doi.org/10.3368/jhr.54.2.0217.8561R1>
- Pew Research Center. (2024). The Religious Composition of the World's Migrants. [https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/20/2024/08/PR\\_2024.08.19\\_religious-composition-migrants\\_report.pdf](https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/20/2024/08/PR_2024.08.19_religious-composition-migrants_report.pdf)
- Piyapromdee, S. (2021). The Impact of Immigration on Wages, Internal Migration, and Welfare. *The Review of Economic Studies*, 88(1), 406-453. <https://doi.org/10.1093/restud/rdaa029>

Rivera-Batiz, F. L. (1999). Undocumented Workers in the Labor Market : An Analysis of the Earnings of Legal and Illegal Mexican Immigrants in the United States. *Journal of Population Economics*, 12(1), 91-116.

Rocca, M., & Guidecoq, S. (2013). Théories économiques et politique d'immigration : Le cas de la réforme « Obama » du système d'immigration américain. *Revue Française de Socio-Économie*, 11(1), 201-221. <https://doi.org/10.3917/rfse.011.0201>

Rodrik, D. (2008). Nations et mondialisation : Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé. *Editions la Découverte*.

Rodrik, D. (2011). The Globalization paradox : Why global markets, states, and democracy can't coexist. *Oxford University Press*.

Rodrik, D. (2017). Is global equality the enemy of national equality? *Faculty Research Working Paper Series*.

Rodrik, D. (2018). Populism and the economics of globalization. *Journal of International Business Policy*, 1(1), 12-33.

Ruhs, M. (2018). Labor immigration policies in high-income countries : Variations across political regimes and varieties of capitalism. *The Journal of Legal Studies*, 47(S1), S89-S127.

Ruhs, M., & Martin, P. (2008). Numbers vs. Rights : Trade-Offs and Guest Worker Programs. *International Migration Review*, 42(1), 249-265.

<https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2007.00120.x>

Rustenbach, E. (2010). Sources of Negative Attitudes toward Immigrants in Europe : A Multi-Level Analysis. *The International Migration Review*, 44(1), 53-77.

Schlueter, E., & Wagner, U. (2008). Regional differences matter : Examining the dual influence of the regional size of the immigrant population on derogation of immigrants in Europe. *International Journal of Comparative Sociology*, 49(2-3), 153-173.

<https://doi.org/10.1177/0020815207088910>

Schultz, C., Lutz, P., & Simon, S. (2021). Explaining the immigration policy mix : Countries' relative openness to asylum and labour migration. *European Journal of Political Research*, 60(4), 763-784. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12422>

Segendorf, Å. O., & Theobald, M. (2019). Can immigration solve the problem of an aging population? *Sveriges Riksbank Economic Review*.

Shehaj, A., Shin, A. J., & Inglehart, R. (2021). Immigration and right-wing populism : An origin story. *Party Politics*, 27(2), 282-293. <https://doi.org/10.1177/1354068819849888>

Subramanian, A., & Kessler, M. (2013). The Hyperglobalization of trade and its future. *Peterson Institute for International Economics Working Paper*, 13-6, 76.

Thiollet, H. (2019). Immigrants, markets, brokers, and states : The politics of Illiberal migration governance in the Arab Gulf. *IMI Working Paper Series*, 155, 1-35.

UNDESA. (2001). World Population Prospects The 2000 Revision. *Population Division Department of Economic and Social Affairs*.

Valette, J. (2018). Do Migrants Transfer Productive Knowledge Back to Their Origin Countries? *The Journal of Development Studies*, 54(9), 1637-1656.

<https://doi.org/10.1080/00220388.2017.1333109>

Vertier, P., Viskanac, M., & Gamalerio, M. (2023). Dismantling the “Jungle”: Migrant relocation and extreme voting in France. *Political Science Research and Methods*, 11(1), 129-143. <https://doi.org/10.1017/psrm.2022.26>

Williams Jr., R. M. (1947). The reduction of intergroup tensions : A survey of research on problems of ethnic, racial, and religious group relations. *Social Science Research Council Bulletin*, 57, xi, 153-xi, 153.

Williamson, J. G. (1995). The evolution of global labor markets since 1830 : Background evidence and hypotheses. *Explorations in Economic History*, 32(2), 141-196.

Zhu, N. (2015). Synthèse de la littérature sur l’impact de l’immigration sur l’innovation (Nos. 2015RP-07). *CIRANO*.